



TOTAL UES Amont



Contact

Syndicat des retraités,
préretirés, veuves et
invalides
Elf et Total
Fédération Mines - Energie



Macron veut nous voler la retraite

Le gouvernement est en campagne pour casser notre retraite solidaire : il prépare une « réforme systémique » en passant à une retraite à point. Ce système existe dans certains pays européens où les retraités ont vu leurs retraites être amputé de près de 10% en 5 ans comme en Suède. Plus de solidarité ce sera chacun pour soit et au lieu de calculer les retraites sur les 25 meilleurs années ce sera toutes les années qui seront prisent en compte. Les femmes qui ont déjà des salaires 20% moindre que les hommes en feront les frais. Les carrières hachées seront aussi victime de ce nouveau système s'il s'applique.

En fait personne ne gagnera car le plan Delevoye qui va inspirer le projet gouvernemental prévoit de limiter l'ensemble des retraites à 14 % du PIB alors que nous sommes déjà à 13,8%. Comme le nombre de retraités va sensiblement augmenter dans les prochaines décennies grâce aux progrès de la médecine et l'augmentation de l'espérance de vie, automatiquement les retraites seront revues à la baisse.

Un des vices de ce nouveau système, appelé retraite à cotisation définie, c'est que l'on ne sait pas combien on va toucher à la retraite. Car la valeur d'achat du point est relativement connue mais c'est la valeur de service qui entrera dans le calcul de la retraite, qui sera revue chaque année par le gouvernement.

La grande majorité des français désire savoir quand ils pourront partir à la retraite et avec quelle somme. A cela le nouveau système ne peut pas répondre et c'est ce qui explique la

profonde méfiance des français : 70% d'entre eux sont très inquiet à juste raison.

Ceux qui sont déjà à la retraite sont aussi concernés car les retraites perçues pourront être transformées en point et deviendrons ainsi dépendantes de la valeur du point de service revue chaque année.

Pour empêcher le gouvernement il faut engager une grande bataille : d'abord en parler partout ou on peut le faire pour montrer la nocivité du projet. Mais il faudra aussi une grande mobilisation qui a commencé en septembre avec les mouvements à la Ratp, FO le 21/09 et la Cgt le 24 septembre. Les retraités aussi se sont mobilisés le 8/10 : plusieurs centaines de manifestants sur le département.

Mais il faudra se rassembler pour créer le rapport de force nécessaire et faire prévaloir les réformes nécessaire pour sauvegarder notre régime de retraite solidaire par répartition.

Peppino Terpolilli

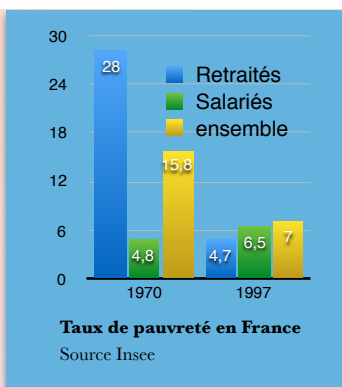


la retraite Macron à points : Un rejet quasi unanime

Plus on avance, et plus le prestidigitateur Macron se démasque. Le mirage de la formule magique d'un système universel : « un euro cotisé donnera les mêmes droits à tous » a fait long feu. La CGT, avec d'autres a montré combien ce projet était dangereux pour les retraités actuels et futurs. Au bout du compte il faudrait travailler plus longtemps pour une retraite diminuée et dont on ne connaîtrait le montant qu'en fin de carrière. Travailler plus pour avoir moins !

La répartition, la meilleure garantie

La répartition c'est la solidarité entre les générations, les individus et les professions. C'est la meilleure sécurité. Macron avance masqué en affirmant qu'il veut préserver le système par répartition. Il est vrai que notre système de retraite a fait ses preuves et que les français y sont profondément attachés. La droite au pouvoir et le patronat ne peuvent l'attaquer de front. Notre système est considéré comme un des meilleurs au monde si ce n'est le



meilleur. Il a permis de diminuer la pauvreté chez les retraités, dont le taux est passé de 28 % en 1970 à 4,7 % en 1997. Mais il reste bien sûr une frange importante de retraités avec des pensions très faibles. Il faut rajouter que depuis 1995 avec toutes les « réformes » qui ont été appliquées, le niveau des retraites, régime général et complémentaires, a baissé de plus de 20 %. Ces dernières années, avec le gel des pensions, l'augmentation de la CSG et autres taxes, ce sont plus de 5 % de baisse que nous avons subi.

Un changement de système

Notre système par répartition est basé sur le principe de « prestation définie ». On sait ce que l'on cotise et on sait ce que l'on touchera. Le système à points de Macron s'apparente à un système à « cotisation définie ». On sait ce que l'on cotise mais on ne sait pas avant la retraite ce que l'on touchera.

Le financement

Macron veut que son système ne coûte pas plus cher aux employeurs. Comme le nombre de retraité va augmenter tout le monde aura compris qui devra payer.

financement actuel

Employeurs 60% 197,811 milliards € **Salariés (Actifs) 40%**

financement dans 22 ans avec le projet Macron

Employeurs 41% 91,915 milliards € **Salariés (Actifs ET Retraités) 59%** 131,874 milliards

Les retraités seraient également mis à contribution. Les « aides » diverses aux entreprises qui sont des cadeaux royaux aux actionnaires s'élèvent actuellement à plus de 100 milliards par an. CICE, pacte de responsabilité, aide à l'emploi, exonérations de cotisations etc... Les grands défenseurs du libéralisme sont sous perfusion d'argent public, c'est à dire de notre argent. La question principale est de savoir quelle part du PIB notre pays est prêt à consacrer aux retraites.

L'évolution démographique

En 2007 les plus de 60 ans représentaient 13,2 % de la population. En 2047 ils seront 22,7 %. Les choix possibles pour y faire face sont les suivants :

- retarder l'âge moyen de départ
- réduire le niveau des pensions
- augmenter les ressources

Le projet Macron ne veut utiliser que les 2 premiers leviers. La CGT propose d'augmenter les ressources. En conservant le partage 40/60, une augmentation de 0,38 pt/an serait suffisante pour un taux plein à 60 ans avec 75 % du dernier salaire net. Cela est tout à fait tenable pour notre économie.



éléments issus de
l'étude de
l'UGICT CGT

Un rejet quasi unanime

Les concertations et autres débats publics n'y ont rien fait. C'est une véritable levée de boucliers contre la retraite à point. Elle devait être adoptée au printemps, puis à l'automne. Elle est reportée après les municipales. Preuve que le pouvoir préfère reculer l'échéance. la question des régimes spéciaux est explosive. La mobilisation qui commence montre bien que ce ne sera pas un chemin pavé de roses pour le pouvoir. Cheminots, gaziers et électriciens, Ratp, professions libérales... tout le monde monte au créneau pour défendre ses intérêts.

Seule la CFDT avec des contorsions d'usage défend discrètement la retraite à point. L'expérience de la Suède, citée en exemple longtemps a montré que les salariés sont les dindons de la farce avec des pertes de plus de 10 % en quelques années.

La bataille sera rude car pour Macron l'enjeu est de taille. Il a été mis en place par les banques et les multinationales pour détruire le contrat social que nous avons conquis. Les droits sociaux, les services publics sont dans le collimateur. Même s'il a réussi à casser en partie le code du travail, le dossier des retraites est d'un autre enjeu. Les mobilisations vont se poursuivre et nous devons en tant que retraités y prendre toute notre place.



La vie du syndicat



Manifs à Pau contre la retraite à points



24 septembre actifs et retraités



8 octobre les retraités avec le groupe des neuf

Conférence USR en Novembre

La conférence USR se déroulera le 21 Novembre 2019 à Mourenx. Rappelons que l'USR regroupe l'ensemble des adhérents retraités CGT du département afin de mieux assurer la continuité syndicale lors des départs à la retraite. Ainsi l'USR a pour objectif d'organiser les mobilisations des retraités sur les enjeux sociaux les

concernant : le pouvoir d'achat des retraites, les réformes de la fiscalité etc...

La conférence devra pourvoir au remplacement de son secrétaire, Marcel-Reyna Sanchez, qui a demandé à être remplacé. Les représentants de notre syndicats ont été choisis lors de notre dernier bureau : ce sont Maurice Blondel, Michel Aguer et Peppino Terpolilli.

Total change de statut



La société Total a engagé les démarches pour changer de statut en réunissant la CSEC qui remplace le CCE d'antan. L'objectif est de transformer la société Total SA issu de la fusion de 2000 en une entreprise européenne, Total SE.

La direction se veut rassurante auprès des salariés ; elle ne touchera pas aux différents statuts, ni aux accords sociaux. Elle s'engage aussi à ne pas bouger le siège social alors que le statut de société européenne facilite ce genre d'opération.

Elle argumente que le statut européen donnera une meilleure image du groupe au niveau européen alors que Total, 4ème groupe pétrolier mondial est déjà bien connu.

Elle souligne aussi que ce nouveau statut facilitera le rachat et la restructuration d'entreprises au niveau européen. C'est peut-être là le premier objectif visé par le Groupe. En effet depuis quelques années Total a construit une branche électrique, le dernier achat de la société Direct Energie lui a permis de devenir le principal concurrent d'EDF en France.

Or le gouvernement a annoncé la vente en 2019 des 30% d'action qu'elle a gardées dans Engie (ex-GDF). Elle a demandé aussi à Jean-Bernard Levy PDG de travailler à un plan de scission d'EDF en deux sociétés : l'une qui regrouperait les centrales nucléaires et peut-être les barrages hydro-électriques et l'autre qui regrouperait le reste (la distribution, le transport, les EnR...le commerce) avec l'entrée du privé au capital. En un mot préparer la privatisation d'EDF.

On peut penser que Total, entreprise européenne pourrait se porter candidat au rachat sans offusquer la commission européenne qui demande à la France depuis de nombreuses années de démembrer EDF. C'est la péréquation des tarifs et le niveau des prix de l'électricité qui sont en jeu.

N'oublions pas qu'EDF est un super outil créé à la libération, un immense succès qui représente un atout majeur pour la France dans la lutte pour la transition climatique : nous avons l'électricité la moins chère d'Europe décarbonée à plus de 90%.

Cela attise les appétits capitalistes.

1999

9 mois de luttes, 106 jours de grève avec occupation
contre le plan Jaffré de 1800 suppressions d'emplois
dont 800 licenciements « externalisations »

Une victoire totale, unique, précieuse



Exposition

Rencontre avec les acteurs
de cette lutte mémorable

du 12 au 16 novembre
Médiathèque de Billère

Après avoir été présentée au CSTJF fin juin,
L'exposition sera à la médiathèque de Billère
du 12 au 16 novembre.

L'inauguration de l'expo aura lieu le mardi
12 novembre à 18 h.

Vous y êtes cordialement invités et pouvez
en parler largement autour de vous.

Un numéro spécial Mutuelle vous
parviendra bientôt. Un numéro de
référence, à conserver, qui retrace
l'histoire de notre complémentaire
santé et les évolutions actuelles.

LSR
elle sert au LIEN SOCIAL
elle sert à la continuité
syndicale
SERVEZ-VOUS-EN !

Dates à retenir

le 3 décembre

nous fêterons la Ste Barbe

à Malaussane

Une information du syndicat
vous donnera les détails

LES FÊTES DE LA
SAINTE BARBE
2019



le 5 décembre

tous dans l'action

Dans le sillage de l'appel à la grève
illimité à la SNCF et la RATP, la CGT,
FO, la FSU.... appellent à une journée
d'action pour défendre notre retraite
par répartition

Une manifestation aura lieu

à 10 h 30

place de Verdun

Mobilisons-nous

